

بِسْمِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ



(Traduction non officielle)

Allocution de Son Altesse

Cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani

Émir de l'État du Qatar

à la séance d'ouverture du Deuxième Sommet du Sud

**Doha
15/06/2005**

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux

Majestés, Excellences,

Son Excellence le Premier Ministre de la Jamaïque, Président du groupe des « 77 et la Chine »,

Son Excellence le Premier Ministre de la Malaisie, Président du Mouvement des Non-Alignés,

Honorables invités,

Que la paix et la bénédiction de Dieu soient avec vous.

Je vous souhaite la bienvenue à Doha, et je voudrais remercier Son Excellence Monsieur, Percival James Patterson Premier Ministre de la Jamaïque pour les loyaux efforts de son pays durant sa présidence du groupe des « 77 et la Chine » en l'an 2005.

Je voudrais également exprimer à Son Excellence Monsieur Carlos Lage Davila vice-président du Conseil d'État de la République de Cuba, notre profonde estime pour le rôle de son pays, en collaboration avec son Excellence Monsieur, Olusegun Obasanjo Président de la République du Nigeria, d'assurer le succès du 1^{er} Sommet du sud tenu à la Havane en avril 2000.

Je ne saurais oublier de remercier aussi Son Excellence Monsieur Abdulla Ahmad Badawi Premier ministre de la Malaisie et Président du Mouvement des Non-Alignés d'avoir participé à cet important sommet et pour son appui constant aux attitudes de notre groupe.

Je voudrais remercier également son excellence Monsieur, Jean Ping Président de l'Assemblée Générale de l'ONU d'avoir participé à cette conférence et dont la présence reflète sa volonté de soutenir le travail de notre groupe.

L'État du Qatar qui a adhéré au groupe des « 77 » dès son indépendance, partage avec les États membres les mêmes visions

et les mêmes ambitions. Il a accepté d'accueillir ce sommet, convaincu des objectifs du groupe et croyant en la nécessité de prendre la responsabilité afin d'assurer le succès au travail commun.

Honorables invités,

Le monde aura été marqué, au cours des dernières années, par des changements radicaux. La dépendance mutuelle s'est accrue entre les nations à cause de la mondialisation et les problèmes de la communauté internationale se sont entrecroisés. Cela exige, donc, la formulation d'une vision mondiale globale qui permet à nos États de faire face aux défis de manière plus efficace et les aider à adapter les exigences de la sécurité à celles du développement. Celles-ci, étant étroitement liées les unes aux autres, exposent l'idée selon laquelle la sécurité collective est liée, elle aussi, à la solidarité collective.

La faiblesse que vit à l'heure actuelle l'économie mondiale, revêt à cette liaison, une importance primordiale. La mondialisation a offert, certes, à cette économie de nouvelles occasions dont les bénéfices n'ont pas étendu leur don à l'énorme majorité des pays en voie de développement et particulièrement aux pays les moins développés.

Les pays en développement ont naturellement le droit de jouir d'une flexibilité leur permettant de mettre en place leurs propres stratégies de développement afin de pouvoir s'adapter à la mondialisation et en profiter.

Honorables invités,

La question du développement est l'un des problèmes majeurs de notre temps. Il est à la fois, un facteur essentiel de lutter contre la pauvreté et un élément capable de réaliser le bien-être des peuples.

Nous étions d'accord, lors du sommet de l'an 2000 et durant les principales conférences de l'ONU, pour activer l'ordre du jour du développement et étions engagés à l'exécuter. Notre groupe y était aussi un partenaire actif. C'est dans ce cadre que nous devrons, en tant qu'États du sud, remplir notre devoir quand nous aborderons les objectifs du développement sur lesquels nous étions déjà d'accord, à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale en septembre prochain. Il nous faudra également définir les causes qui empêchent la mise en exécution de ces objectifs, prendre les mesures nécessaires pour accélérer leur exécution et donner une impulsion susceptible de traduire les objectifs du Sommet de l'an 2000 en une réalité concrète.

Il est de notre devoir aussi d'aider à l'élaboration d'un ordre du jour global du développement. Et comme faut-il signaler à ce propos, que la Ronde de Doha devra avoir pris fin au terme de l'année prochaine, il est nécessaire de faire en sorte que le commerce soit un outil pour accélérer la croissance, lutter contre la pauvreté et s'intégrer dans les stratégies nationales du développement.

Dans ce cas, nous aurons, besoin de prendre des mesures pour mettre un terme à la détérioration des prix des matières premières.

Honorables invités,

Nous nous félicitons de la dernière amélioration des afflux financiers dans les pays en développement, au cours des dix dernières années. Cependant, certains de ces afflux, bien qu'ils ne soient pas bien exploités, restent toujours dans leur niveau le plus bas. C'est pour cela que les investissements étrangers directs, constituent un facteur essentiel pour bâtir un potentiel de production plus fort.

D'autre part, si les pays en voie de développement pouvaient profiter d'une économie gérée par la mondialisation, il faudrait alors, favoriser ces investissements, faciliter l'acquisition de la

technologie et le transfert de celle-ci vers les pays en développement y compris celle de l'information et des communications. La même situation s'applique aussi aux aides officielles du développement, lesquelles restent toujours inférieures au pourcentage prévu qu'exige la réalisation des objectifs du développement d'ici à l'an 2015.

L'État du Qatar prête une attention toute particulière à la question des aides. Il est conscient de l'importance de soutenir les efforts et les initiatives visant le développement socio-économique et la lutte contre la famine et la pauvreté aux quatre coins du monde.

Je suis heureux de vous annoncer la décision de l'État du Qatar de s'engager à offrir le pourcentage programmé du total de son produit national brut comme aide de développement en affectant 15 pour cent de ce pourcentage aux pays les moins développés à compter de l'an 2006.

Je voudrais, à cette occasion, inciter les États du nord comme ceux du sud à augmenter le niveau de leurs aides.

En effet, le traitement de la question de l'endettement qui pèse sur beaucoup de pays du sud conduira au succès des efforts internationaux pour le développement. La capacité de ces États de supporter leurs dettes dans le long terme dépendra du développement de leurs potentiels de production et de l'augmentation de leurs exportations, ceci pourrait faire appel aux partenaires du développement des pays du sud à venir en aide pour abrégier leurs souffrances en matière de dette.

Il est de notre devoir de mettre en place et d'appuyer constamment les programmes du développement dans les domaines sociaux, éducatifs et de l'enseignement en plus de la préparation pour affronter les défis éventuels : maladies nouvelles et catastrophes naturelles.

Je voudrais également signaler que la méthode destinée à la réforme des organismes de l'ONU, devra, elle aussi prendre en considération l'appui de son efficacité et de sa force en cas d'exécution de l'ordre du jour du développement, à travers le renforcement du rôle de l'Assemblée Générale.

Honorables invités,

L'importance de la coopération s'est accrue entre les pays du sud de façon à ce que le groupe des « 77 et la Chine » est devenu, vu son poids économique, un partenaire efficace dans l'ordre économique mondial.

Les pays du sud regroupés représentent le tiers du commerce mondial grâce à l'augmentation du volume de leurs achats et à leur croissance démographique.

Le commerce entre les pays du sud, tel que nous l'apercevons, ne constitue pas un substitut du commerce entre le nord et le sud, mais une partie complémentaire de celui-ci.

Le fait d'intensifier les échanges commerciaux entre les pays du sud, centrés sur les secteurs modernes et actifs, outre que l'encouragement du transfert de la technologie et la collaboration entre les sociétés, Cela constitue un pas qui permettrait la participation d'un nombre plus élevé des pays en voie de développement et des moins développés, au commerce mondial. En effet, la conclusion des accords du libre échange commercial pourrait aider à la création des zones franches. C'est la raison pour laquelle nous proposons une étude d'utilité pour la construction de trois zones franches réparties entre nos trois continents et destinées à l'exportation des produits du sud vers les États du nord.

Il faut en plus envisager la possibilité de conclure des accords du libre échange étant donné que les atouts de la coopération entre les pays du sud existent déjà et l'on n'a qu'à les activer et en

profiter comme dans le système des priorités commerciales entre les pays en voie de développement.

Honorables invités,

Votre présence ici témoigne de la volonté politique en vue de réaliser nos objectifs communs, voire de s'engager à maintenir le dialogue et le recours aux moyens pacifiques pour atteindre les buts. Nous pensons qu'il est grand temps de répondre aux espoirs et aux ambitions de nos peuples.

C'est pourquoi nous proposons au sommet d'adopter le projet de créer un fond chargé du développement socio-économique, sanitaire et éducatif, ainsi que pour lutter contre la famine, la pauvreté, et les catastrophes humaines, et que nous pourrions nommer «Fond du Sud pour le développement et les circonstances humaines. »

L'État du Qatar est heureux de déclarer à cette occasion qu'il est disposé à offrir un don de 20 millions de Dollars pour le dit fond et Je souhaite que les États du nord comme ceux du sud, capables de contribuer, y participent.

**Majestés, Excellences,
Honorables invités,**

Je vous souhaite un plaisant séjour au Qatar et à notre conférence, un grand succès.

Que la paix et la bénédiction de Dieu soient avec vous.